

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

22 FÉVRIER 1949.

PROJET DE LOI

relatif à la dépossession involontaire de titres au porteur par suite de faits de guerre.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)

PAR M. PHILIPPART.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'exposé des motifs rappelle la législation qu'il s'agit de compléter et fournit la justification de l'extension de l'article 3 de l'arrêté-loi du 18 mai 1945.

La dépossession involontaire des titres au porteur due au fait de l'ennemi et survenue après le 1^{er} mai 1940 donne ouverture, au profit du dépossédé, à une action en restitution des titres sans que le demandeur ait l'obligation de rembourser au possesseur le prix d'achat décaissé par celui-ci. Toutefois, dispose l'arrêté-loi du 18 mai 1945, le prix d'acquisition doit être remboursé au possesseur qui a acquis les titres par négociation en bourse, dans une vente publique en bourse, ou encore d'une banque régulièrement inscrite sur la liste établie par la

(1) Composition de la Commission des Finances : MM. Van Belle, président; Coppé, Dequae, Descampe, Discry, Gaspar, Lefèvre (Théodore), Moyersoen, Parisis, Philippart, Porta, Scheyven. — De Sweemer, Detiège, Embise, Fiévet, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Liebaert, Vreven.

Voir :

646 (1947-1948) : Projet de loi.

22 FEBRUARI 1949.

WETSONTWERP

betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van effecten aan toonder ten gevolge van oorlogsfeiten.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER PHILIPPART.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

In de Memorie van toelichting wordt verwezen naar de wetgeving die moet worden aangevuld, en wordt de rechtvaardiging verstrekt van de uitbreiding van artikel 3 der besluitwet van 18 Mei 1945.

De ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder, na 10 Mei 1940 ingetreden door toedoen van de vijand, verschaft ten bate van de buitenbezitgestelde een grond tot rechtsvordering tot teruggave van de effecten zonder dat de eiser verplicht is aan de bezitter de door deze laatste betaalde aankoop prijs terug te betalen. De besluitwet van 18 Mei 1945 bepaalt, evenwel, dat de aankoop prijs moet worden terugbetaald aan de bezitter die bedoelde effecten heeft verkregen door verhandeling ter beurse, op een veiling ter beurse, of nog van een bank

(1) Samenstelling van de Commissie voor de Financien : de heren Van Belle, voorzitter; Coppé, Dequae, Descampe, Discry, Gaspar, Lefèvre (Théodore), Moyersoen, Parisis, Philippart, Porta, Scheyven. — De Sweemer, Detiège, Embise, Fiévet, Rassart, Soudan, Tielemans, Van Wallegghem. — De Ville, Jacquemotte. — Liebaert, Vreven.

Zie :

646 (1947-1948) : Wetsontwerp.

Commission Bancaire en application de l'arrêté royal du 9 juillet 1935.

De ce texte, il découle que le possesseur d'un titre acquis d'un agent de change ou d'un agent de change correspondant n'a pas le droit d'exiger le remboursement du prix payé par lui.

Aucune raison plausible ne justifie cette différenciation entre les banques et les agents de change. L'acquéreur de titres obtenus d'un agent de change peut prétendre, en droit et en équité, à la même protection que l'acquéreur de titres achetés en bourse ou obtenus d'une banque. Leur bonne foi est égale.

Le projet de loi met fin à cette anomalie. Il assimile les agents de change aux banques, du point de vue du droit au remboursement du prix payé par le possesseur.

La Commission des Finances ne pouvait que marquer son accord sur le fondement de cette assimilation.

Le texte proposé se rattachant essentiellement à l'article 2280 du Code civil, il a paru à la Commission des Finances qu'il convenait de soumettre le projet pour avis à l'examen de la Commission de la Justice.

Après délibération, la Commission de la Justice a chargé de cet examen un de ses membres qui a présenté ces observations :

« Il y a lieu d'insister sur l'extrême urgence du vote de ce projet. En effet, par application de l'arrêté-loi du 18 mai 1945, le droit de revendication des porteurs dépossédés sera forclos le 25 février 1949.

» Nombre de porteurs dépossédés, connaissant les dispositions du projet, hésitent à assigner sur pied des dispositions de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 lorsqu'il s'agit de titres achetés par l'intermédiaire d'un agent de change, et de provoquer des frais de procédure souvent considérables par suite du déclenchement nécessaire des actions en garantie que ne peut manquer d'intenter le possesseur actuel contre son vendeur, ce dernier contre le sien, et ainsi de suite. Par contre, le porteur dépossédé doit avoir revendiqué avant le 25 février 1949.

» D'autre part, des actions sont pendantes, auxquelles les dispositions du projet devront être appliquées, et dont la solution est tenue en suspend dans l'attente de la législation complémentaire.

» Il est donc indispensable que la loi soit votée, publiée et mise en vigueur avant le 25 février 1949. »

Votre rapporteur a fait part de ces observations à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice.

welke voorkomt op de door de Bankcommissie, bij toegelegde lijst.

Uit die tekst volgt dat de bezitter van een bij een wisselagent of een wisselagent-correspondent aangekocht effect niet het recht heeft de terugbetaling te eisen van de door hem betaalde prijs.

Geen enkele aannemelijke reden rechtvaardigt dit onderscheid tussen de banken en de wisselagenten. Hij die effecten heeft verkregen van een wisselagent kan, naar recht en billijkheid, aanspraak maken op dezelfde bescherming als de verkrijger van effecten gekocht ter beurse of verkregen van een bank. Beiden zijn evenzeer te goeder trouw.

Het wetsontwerp maakt een einde aan die onregelmatigheid. Wat het recht betreft op de terugbetaling van de door de bezitter betaalde prijs, worden de wisselagenten met de banken gelijk gesteld.

De Commissie voor de Financiën kon niet anders dan zich accoord verklaren met de grond voor die gelijkstelling.

Daar de voorgestelde tekst hoofdzakelijk verband houdt met artikel 2280 van het Burgerlijk Wetboek, heeft de Commissie voor de Financiën geoordeeld dat het ontwerp voor advies diende onderworpen aan het onderzoek van de Commissie voor de Justitie.

Na beraadslaging heeft de Commissie voor de Justitie een van haar leden met dit onderzoek belast. Deze heeft volgende opmerkingen gemaakt :

« De aandacht weze er op gevestigd, dat de aanneming van dit ontwerp uiterst dringend is. Inderdaad, bij toepassing van de besluitwet van 18 Mei 1945, vervalt het recht tot terugvordering van de buitenbezitgestelde houders op 25 Februari 1949.

» Talrijke buitenbezitgestelde houders die de bepalingen van het ontwerp kennen, aarzelen te dagvaarden op grond van de bepalingen van de besluitwet van 18 Mei 1945, wanneer het effecten geldt die werden aangekocht door bemiddeling van een wisselagent, en dikwijls aanzienlijke procedurekosten veroorzaken ten gevolge van het uitlokken van de vorderingen tot vrijwaring die de tegenwoordige bezitter ongetwijfeld zal instellen tegen zijn verkoper, deze laatste tegen de zijne, en zo verder. De buitenbezitgestelde houder, daarentegen, moet zijn terugvordering doen gelden vóór 25 Februari 1949.

» Anderzijds zijn er nog vorderingen hangend waarop de bepalingen van het ontwerp zullen moeten toegepast worden, en waarvan de oplossing in afwachting van de aanvullende wetgeving opgeschorst is.

» Het is dus onontbeerlijk dat de wet worde aangenomen, bekendgemaakt en in werking trede vóór 25 Februari 1949. »

Uw verslaggever heeft die opmerkingen ter kennis gebracht van de heer Minister van Financiën en van de heer Minister van Justitie.

Monsieur le Ministre des Finances a répondu :

« Le délai du 25 février 1949 cité par le rapporteur de la Commission de la Justice ne peut être qu'un délai concernant un cas concret et cité à titre d'exemple. Le délai de trois ans pour introduire une demande en revendication court, conformément à l'article 2 de l'arrêté-loi du 18 mai 1945, à partir de la date où l'opposition a été faite. Cette opposition pouvait, en vertu du même article 2 et du jeu de la date à fixer par le Roi (fixée depuis au 1^{er} août 1946 par arrêté du Régent du 8 juillet 1946) être effectuée jusqu'à la fin octobre 1946, c'est-à-dire nonante jours après le 1^{er} août 1946. En conséquence, dans le cas le plus extrême, le délai de trois ans pour revendiquer expirera à la fin octobre 1949. Mais comme les dates des oppositions s'échelonnent depuis plusieurs années, le délai pour introduire l'action en revendication vient également à expiration, dans chaque cas, à une date différente. Pour un certain nombre de revendiquants elle est déjà expirée. En somme on peut dire que, chaque jour qui vient, un délai s'écoule pour l'un ou l'autre et c'est cela qui justifie l'urgence.

» Il serait sans utilité de prévoir dans le projet de loi, une prorogation du délai en question. En effet, cette prorogation ne serait votée *qu'en même temps que la loi elle-même* et précisément le jour où cette loi sera votée la prorogation de délai qu'elle instituerait serait sans portée. Quelle peut être, en effet, l'utilité d'une prorogation de délai ? C'est de permettre à celui qui escompte que la loi sera votée *de ne pas introduire* actuellement une action en revendication qui sera sans avantage sérieux pour lui puisque, si la loi est votée, il devra offrir de rembourser au détenteur actuel de bonne foi, qui a acquis le titre d'un agent de change, le prix d'achat du titre. Il est donc porté, en considération du projet de loi actuel dont il escompte le vote, à ne pas faire les frais d'une assignation en revendication. Mais s'il est pressé par le délai qui lui est imparti en raison de la date de son opposition, il se trouve obligé, s'il veut sauvegarder ses droits *pour le cas où le projet ne serait pas voté*, d'introduire immédiatement son action. Ce qui est en réalité en jeu pour lui, ce sont les frais d'une assignation.

» Or, le jour où la loi est, par hypothèse, votée, la situation sera la suivante. Ceux qui, escomptant le vote de la loi, n'auront pas assigné dans le délai, ne seront pas lésés, puisque, par suite du vote de la loi, l'action qu'ils auraient introduite serait pour eux sans utilité pratique. Une prorogation de délai ne les intéresse pas puisque leur position n'en sera pas changée. Le vote de la loi n'aura fait que consacrer le bien-fondé de leur abstention.

De heer Minister van Justitie heeft geantwoord wat volgt :

« De door de verslaggever van de Commissie vóór de Justitie genoemde termijn van 25 Februari 1949 kan slechts een termijn zijn die betrekking heeft op een concreet geval en aangehaald wordt als voorbeeld. Overeenkomstig artikel 2 van de besluitwet van 18 Mei 1945, gaat de termijn van drie jaar voor het indienen van een eis tot terugvordering in daags na het aantekenen van het verzet. Op grond van ditzelfde artikel 2 en van de door de Koning vast te stellen datum (sedertdien vastgesteld op 1 Augustus 1946 bij besluit van de Regent van 8 Juli 1946), kon dit verzet worden aangetekend tot einde October 1946, dit is negentig dagen na 1 Augustus 1946. Bijgevolg zal, in het uiterste geval, de termijn van drie jaar voor de terugvordering verstrijken einde October 1949. Daar echter de data van het aantekenen van verzet zich over verschillende jaren uitstrekken, vervalt eveneens de termijn voor het indienen van de eis tot terugvordering, in elk afzonderlijk geval, op een verschillende datum. Voor een zeker aantal eisers is die termijn reeds verstreken. Kortom, men kan zeggen dat op elke dag die komt, een termijn verstrijkt voor de ene of de andere en dit is het wat de dringende aanneming rechtvaardigt.

» Het zou zonder nut zijn in het wetsontwerp een verlenging van bedoelde termijn te voorzien. Inderdaad, die verlenging zou slechts worden aangenomen *tegelijkertijd met de wet zelf* en juist de dag waarop die wet zal worden aangenomen zou de termijnverlenging welke zij instelt, doelloos worden. Welk nut kan een verlenging van termijn inderdaad hebben ? Hem die er op rekt, dat de wet zal worden aangenomen, toelaten *thans geen eis tot terugvordering in te stellen*, zou voor hem zonder ernstig voordeel zijn, vermits, indien de wet wordt aangenomen, hij aan de tegenwoordige bezitter te goeder trouw, die het effect van een wisselagent heeft gekocht, zal moeten aanbieden de aankoopprijs van het effect terug te betalen. Gelet op het huidige wetsontwerp op de aanneming waarvan hij rekt, is hij er dan ook toe geneigd de kosten van een dagvaarding tot terugvordering niet te maken. Maar indien hij genooddaakt wordt door de hem wegens de datum van zijn verzet toegestane termijn, is hij verplicht, indien hij zijn rechten wil vrijwaren *voor het geval het ontwerp niet zou worden aangenomen*, zijn vordering onmiddellijk in te stellen. Wat voor hem in werkelijkheid op het spel staat, zijn de kosten van een dagvaarding.

» Welnu, de dag waarop de wet — laten wij het onderstellen — zal aangenomen zijn, zal de toestand er uitzien als volgt. Zij die, rekenend op de aanneming van de wet, niet zullen gedagvaard hebben binnen de gestelde termijn, zullen geen nadeel lijden, vermits, ten gevolge van de aanneming van de wet, de vordering die zij zouden ingesteld hebben voor hen zonder practisch nut zou zijn. Een verlenging van de termijn zou voor hen van geen belang zijn, vermits hun toestand er niet zou door gewijzigd worden. De aanneming van de wet zal slechts de gegrondheid van hun onthouding hebben bewezen.

» Quant à ceux qui, par précaution, auront introduit en temps utile leur action en revendication, une prorogation de délai ne leur est plus nécessaire puisqu'ils auront déjà sauvegardé leurs droits éventuels.

» En réalité, une prorogation de délai ne se comprendrait que par le vote *immédiat* d'une disposition légale *distincte* en attendant que le projet de loi soit voté. Mais il est évident que cela serait une complication inutile, les Chambres pouvant, si elles le veulent, voter aussi rapidement le projet lui-même que la disposition isolée envisagée ci-dessus. Ce qui importe c'est qu'une position définitive soit prise le plus tôt possible sur la question de fond en raison de l'incertitude dans laquelle se trouvent les intéressés et de la nécessité, pour les Tribunaux, de pouvoir statuer sur quelques procès déjà pendants.

» En ce qui concerne le fond même du projet, l'exposé des motifs qui a été soigneusement élaboré par un groupe de juristes et de praticiens de la bourse, donne toutes les explications utiles et je ne vois rien à y ajouter ou à y modifier.

» Tel est également le point de vue du Ministre de la Justice. »

Le réponse de Monsieur le Ministre de la Justice est tout à fait analogue :

« Contrairement à l'affirmation contenue dans le rapport de la Commission de la Justice du Sénat, la date du 25 février 1949 n'est pas une date fatale.

» L'article 2 de l'arrêté-loi du 18 mai 1945, relatif à la dépossession involontaire des titres au porteur, survenue depuis le 10 mai 1940, par suite d'un événement causé ou rendu possible par des faits des actes de guerre, prévoit, pour le porteur dépossédé, la possibilité de revendiquer ses titres pendant un délai de 3 ans à compter du jour où il aura fait opposition sur les titres, cette opposition devant se faire, *au plus tard*, dans les nonante jours de la date qui sera fixée par le Roi.

» Cette dernière date, comme vous le savez, a été fixée au 1^{er} août 1946 par arrêté du Régent du 8 juillet 1946.

» Le délai extrême pour l'introduction des actions en revendication expirera donc fin octobre 1949.

» Il convient, d'autre part, de remarquer que des oppositions ont sans doute été effectuées avant le 1^{er} août 1946 et qu'en conséquence le délai de 3 ans pour introduire l'action en revendication est expiré pour certains porteurs ou est peut-être sur le point de l'être.

» La date du 25 février relevée au rapport de la Commission de la Justice est vraisemblablement celle d'un cas d'espèce.

» Il n'en reste pas moins vrai qu'il y a urgence à ce que la loi soit votée dans le plus bref délai possible de façon que, dans les cas où les porteurs actuels ont acquis les titres par l'intermédiaire d'un agent de change, les

» Wat hen betreft die, uit voorzorg, te gepasten tijde hun eis tot terugvordering hebben ingesteld, hebben zij geen verlenging van termijn meer nodig vermits zij hun gebeurlijke rechten reeds zullen gevrijwaard hebben.

» In werkelijkheid, zou een verlenging van termijn *slechts* zin hebben indien *onmiddellijk* een *afzonderlijke* wetsbepaling werd aangenomen, in afwachting dat het ontwerp wordt aangenomen. Het is duidelijk dat dit een nutteloze verwikkeling zou zijn, daar de Kamers, indien zij willen, even vlug het wetsontwerp zelf als die afzonderlijke bepaling kunnen aannemen. Van belang is dat zo vlug mogelijk definitief stelling worde genomen wat de grond van de zaak betreft, wegens de onzekerheid waarin de belanghebbenden zich bevinden en de noodzakelijkheid, voor de Rechtbanken, uitspraak te kunnen doen in sommige reeds hangende gedingen.

» Wat de grond zelf van het ontwerp betreft, geeft de memorie van toelichting, die werd opgesteld door een groep juristen en beurspractici, alle nuttige inlichtingen en ik zie niet in wat er zou kunnen aan toegevoegd of gewijzigd worden.

» Dit is ook het standpunt van het Ministerie van Justitie. »

Het antwoord van de heer Minister van Justitie luidt volkomen in dezelfde zin :

« In strijd met wat in het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Senaat wordt beweerd, is de datum van 25 Februari 1949 geen onvermijdelijke datum.

» Artikel 2 van de besluitwet van 18 Mei 1945, betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder, na 10 Mei 1940 ingetreden ten gevolge van een door oorlogsfeiten of -handelingen veroorzaakte of mogelijk gemaakte gebeurtenis, voorziet, voor de buitenbezitgestelde houder, de mogelijkheid zijn effecten terug te vorderen binnen een termijn van drie jaar ingaand op de dag waarop hij verzet heeft aangetekend op die effecten, met dien verstande dat die verzetaantekening moet gebeuren *ten laatste* binnen negentig dagen na de datum welke door de Koning zal worden vastgesteld.

» Zoals gij weet, werd die laatste datum bij besluit van de Regent van 8 Juli 1946 vastgesteld op 1 Augustus 1946.

» De uiterste termijn voor de indiening van de eisen tot terugvordering zal dus vervallen einde October 1949.

» Er moet, anderzijds, worden opgemerkt dat ongetwijfeld verzetaantekeningen werden gedaan vóór 1 Augustus 1946 en dat, bijgevolg, die termijn van drie jaar voor de indiening van de eis tot terugvordering voor sommige houders vervallen is of misschien op het punt staat te vervallen.

» De datum van 25 Februari die in het verslag van de Commissie voor de Justitie wordt vermeld, is waarschijnlijk die van een speciaal geval.

» Dit neemt niet weg dat het dringend nodig is die wet zo spoedig mogelijk aan te nemen, zodat, in de gevallen waarin de tegenwoordige houders de effecten hebben verkregen door tussenkomen van een wisselagent, de bui-

porteur dépossédés, dont le délai pour l'introduction de l'action en revendication est sur le point d'expirer ou expirera au plus tard fin octobre 1949, soient fixés quant à leurs droits.

» A cet égard se pose notamment une question de frais de procédure.

» En effet, dans l'état actuel de la législation, les porteurs dépossédés auront toujours intérêt à assigner puisqu'ils ne devront pas rembourser au porteur actuel la valeur du titre; par contre, dès l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, ils n'auront généralement plus d'intérêt à le faire, puisqu'ils devront opérer ce remboursement.

» A titre conservatoire, vu l'expiration imminente du délai, dans certains cas, les porteurs dépossédés vont donc devoir exposer des frais de procédure en revendication qui resteront à leur charge après l'entrée en vigueur de la loi. »

La Commission des Finances s'est ralliée à ces avis.

Le projet a été approuvé unanimement ainsi que le présent rapport.

Le Rapporteur,

M. PHILIPPART.

Le Président,

F. VAN BELLE.

tenbezitgestelde houders, voor wie de termijn voor het indienen van de eis tot terugvordering op het punt staat te vervallen of ten laatste einde October 1949 zal vervallen, zouden weten waaraan zich te houden, wat hun rechten betreft.

» In dat opzicht rijst namelijk een vraagstuk van procedurekosten.

» Inderdaad, in de huidige stand van de wetgeving zullen de buitenbezitgestelde houders er altijd belang bij hebben te dagvaarden, vermits zij aan de tegenwoordige houder de waarde van het effect niet zullen moeten terugbetalen; integendeel, zodra de nieuwe wet in werking treedt, zullen zij er over 't algemeen geen belang bij hebben dit te doen, vermits zij die terugbetaling zullen moeten doen.

» Gelet op de aanstaande vervaltijd van de termijn, zullen de buitenbezitgestelde houders dus als conservatoire maatregel, terugvorderingsprocedurekosten moeten maken, die na het in werking treden van de wet, te hunnen laste zullen blijven. »

De Commissie voor de Financiën heeft zich met dit advies verenigd.

Het wetsontwerp alsmede dit verslag werden eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

M. PHILIPPART.

De Voorzitter,

F. VAN BELLE.